

Une France meurtrie par la crise climatique

Le Réseau Action Climat a répertorié, région par région, les impacts actuels et prévisibles du réchauffement

Dans un poème de la fin du XVIII^e siècle, André Chénier louait la France, cette « belle contrée », « terre généreuse que les dieux complaisants formaient pour être heureuse ». « Le midi de ses feux t'épargne les fureurs », écrivait-il, décrivant les « Alpes glacées », les « fleuves tortueux » ou les « fertiles champs », « source de l'abondance ». Deux cents ans plus tard, ce panorama idyllique est assombri par le dérèglement climatique. Des littoraux aux sommets, des plaines aux villes, aucun territoire n'est épargné par les effets du réchauffement. Désormais, l'heure est aux canicules, sécheresses, incendies, inondations, pénuries d'eau, baisses des rendements agricoles et fonte des neiges éternelles.

Région par région, le Réseau Action Climat (RAC) décrit de manière méthodique ces impacts aussi nombreux et divers « que les paysages français », dans un rapport d'une centaine de pages publié jeudi 19 septembre, en partenariat avec l'Agence de la transition écologique. Une description de la crise climatique déjà à l'œuvre en France, et qui ne va cesser d'empirer. Cette synthèse est d'autant plus utile qu'il n'existe pas d'évaluation collective récente des risques climatiques et des vulnérabilités, avec des scénarios par régions, malgré les préconisations du Haut Conseil pour le climat (HCC).

« Contrairement à ce que l'on entend encore aujourd'hui, le changement climatique n'est pas loin de nous, ni dans le temps ni dans l'espace. Il a déjà de nombreuses conséquences en France et cela va s'aggraver », rappelle Benjamin Crettenand, l'un des deux auteurs du rapport, chargé de la sensibilisation au changement climatique au sein du RAC, un réseau qui rassemble 37 associations. En croisant et en synthétisant des centaines de données, issues de Météo-France, du HCC, de l'Insee ou encore des groupements régionaux d'experts sur le climat, « nous avons voulu proposer un outil d'aide à la prise de décision par les collectivités pour planifier la transition et s'adapter au réchauffement », complète Clara Sannicolo, responsable climat et territoires au sein du RAC, qui est aussi l'autre coautrice du rapport.

Le pire est à venir

Dans une France qui s'est déjà réchauffée de 1,9 °C depuis l'ère préindustrielle, toutes les régions font face à une multitude de risques. Si l'Ile-de-France et la Provence-Alpes-Côte d'Azur sont d'abord frappées par la chaleur, les Hauts-de-France par les inondations et la Normandie par l'érosion et la submersion, quasiment tous les aléas affectent l'ensemble du territoire. « Partout, dans les prochaines décennies, l'exceptionnel va devenir la norme », ajoute Clara Sannicolo.

Du nord au sud, les régions souffrent de la multiplication des vagues de chaleur. Mais le pire est encore à venir : avec les politiques actuellement mises en œuvre, la France devrait atteindre + 4 °C de réchauffement en 2100, pour une moyenne mondiale de 3 °C. Des années comme 2022 ou 2023, et même la canicule de 2003 qui avait marqué les esprits, deviendraient alors banales. En Ile-de-France, les pics de chaleur pourraient dépasser les 50 °C. A Lyon, les températures se rapprocheraient de celles de Madrid en 2050 et de celles d'Alger à la fin du siècle.

La sécheresse, qui affecte d'ores et déjà tous les territoires, va également s'aggraver, sous l'effet de la hausse de la température et d'une modification du régime des précipitations. « Cela va débou-

cher sur des conflits d'usage de l'eau grandissants, entre les besoins pour l'eau potable, l'agriculture, l'énergie, l'industrie ou encore le tourisme », prévient Benjamin Crettenand. Les agriculteurs enregistrent déjà des baisses de rendements, comme la Champagne crayeuse, qui a connu une perte de rendement agricole de 40 % à 60 % entre 2008 et 2023.

Les sécheresses, cumulées à la progression des parasites sous l'effet de la chaleur, accentuent aussi la dégradation des forêts. Dans le Grand-Est, les dépérissements forestiers ont par exemple été multipliés par plus de dix en cinquante ans. Le risque d'incendies, déjà très présent sur le pourtour méditerranéen, progresse également.

Dans le Centre-Val de Loire, la surface forestière vulnérable aux feux a doublé depuis les années 1980. En 2040, la région connaîtra une fragilité comparable à celle des Landes aujourd'hui. Le Centre-Val de Loire est également la région la plus exposée au phénomène de retrait-gonflement des argiles. En parallèle des sécheresses, les inondations touchent de plus en plus de territoires. Dans

les Hauts-de-France, ce risque concerne six communes sur dix et 2,2 millions d'habitants.

L'élévation du niveau de la mer s'avère aussi un enjeu crucial, alors que la France compte 18 000 kilomètres de côte (outremer inclus). En Bretagne, près de 130 000 foyers sont par exemple menacés par des risques de submersion. En Nouvelle-Aquitaine, la côte sableuse perd en moyenne de 1 à 3 mètres par an sous l'effet de l'érosion, avec parfois des reculs jusqu'à 30 mètres lors de fortes tempêtes. Dans un monde réchauffé de 2 °C – une température que l'on attend autour de 2050 –, 99 % des coraux de la Guadeloupe ou de la Martinique devraient avoir disparu, de même que les trois quarts des glaciers des Alpes.

« Événements composites »

Le réchauffement climatique frappe également le patrimoine français. Le Mont-Saint-Michel, dans la Manche, est touché par l'érosion, aggravée par le réchauffement. Le château de Chenonceau, en Indre-et-Loire, pourrait voir ses fondations, qui baignent dans le Cher, fragilisées en cas d'importante sécheresse, comme en 2022. Figure incontournable de la Côte d'Opale, le cap Blanc-Nez (Pas-de-Calais) et ses falaises de craie sont menacés par les éboulements. En cause : des infiltrations d'eau provoquées par les précipitations intenses.

A la longue liste établie par le RAC, « il faudrait encore ajouter d'autres risques », indique la climatologue Valérie Masson-Delmotte. Elle cite les « événements composites », comme les vagues

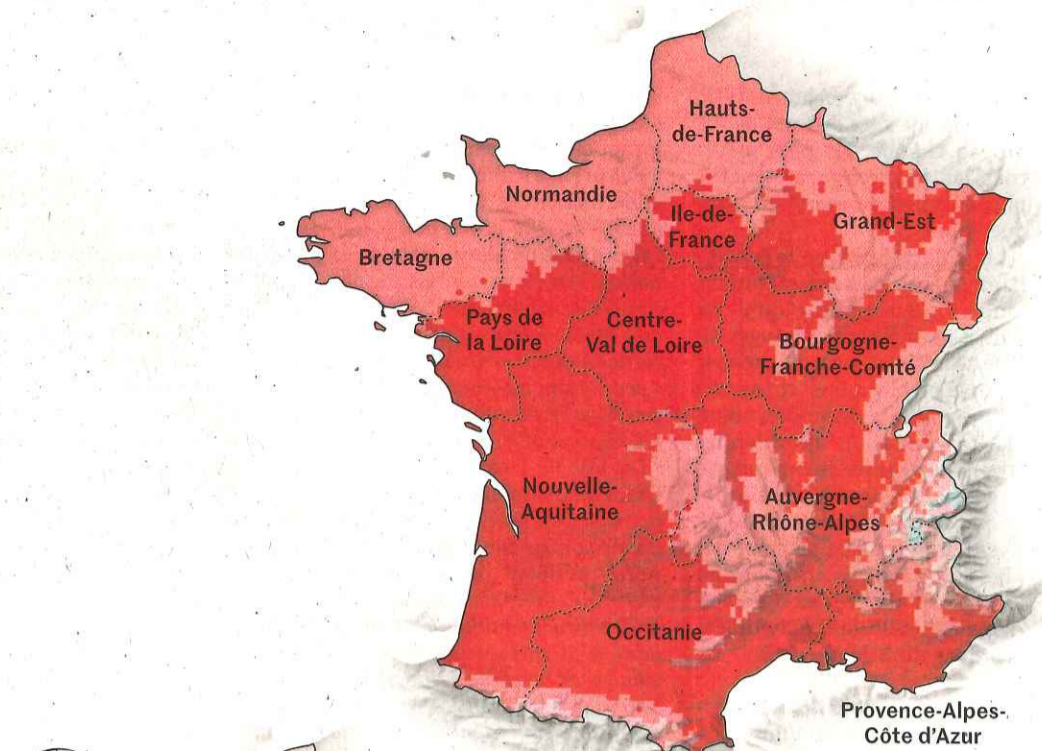
de chaleur et les sécheresses suivies de pluies extrêmes et d'inondations. De même, les hivers plus doux favorisent des maladies vectorielles, comme la fièvre épidémique hémorragique qui touche animaux sauvages comme domestiques.

Ces travaux du RAC « montrent qu'il faut aussi avoir une approche de l'adaptation par territoire », estime Vivian Dépoues, responsable de l'adaptation au changement climatique à l'Institut de l'économie pour le climat (I4CE). Or, à ses yeux, cette territorialisation restait à concrétiser dans la dernière version du troisième Plan national d'adaptation au changement climatique, dont la publication a été suspendue après la dissolution de l'Assemblée nationale. Alors que les politiques d'adaptation ne sont « toujours pas structurelles ni structurantes » dans les régions, juge-t-il, elles pourraient être intégrées aux « COP régionales », mises en place en octobre 2023 par le gouvernement pour accélérer la baisse des émissions.

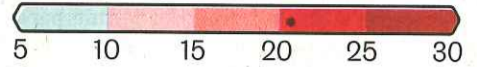
Mais pour cela, les collectivités doivent bénéficier de plus de moyens financiers et humains. D'autant qu'elles doivent déjà presque doubler leurs investissements dans la transition écologique. Un endettement nécessaire pour respecter les objectifs climatiques, selon l'I4CE, mais qui ne cadre pas avec la trajectoire actuelle des finances publiques.

Le RAC appelle donc le gouvernement à « renforcer la capacité d'investissement climat local » lors de l'examen du projet de loi de finances en octobre. ■

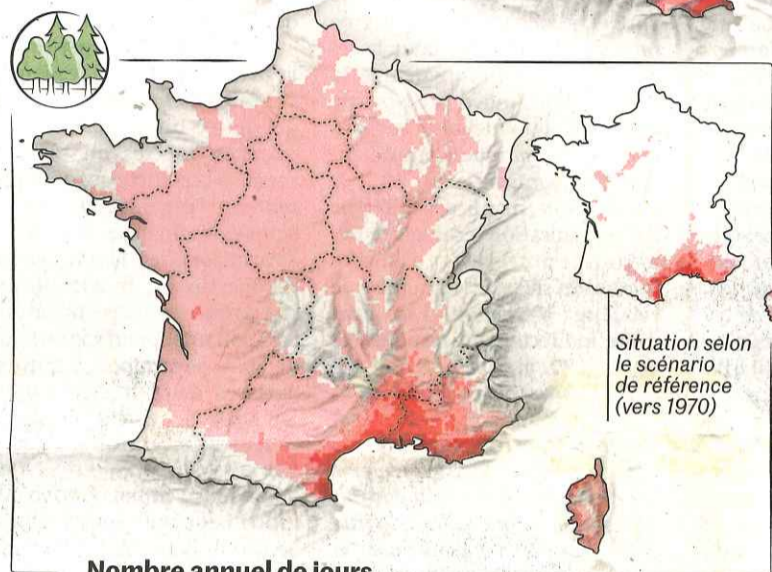
AUDREY GARRIC



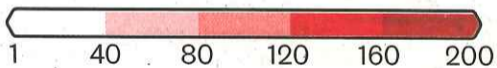
Température moyenne estivale (juin, juillet, août) selon un scénario de réchauffement planétaire de + 2,2 °C (horizon 2041-2070)



Situation selon un scénario de réchauffement de + 0,6 °C (1976-2005)



Nombre annuel de jours propices aux feux de forêt selon un scénario de réchauffement planétaire de + 2 °C (horizon 2055)



Situation selon le scénario de référence (vers 1970)



Evolution des sols à l'horizon 2050 selon un scénario de réchauffement planétaire de + 2 °C (horizon 2055)

Sans changement Un peu plus sec Moyennement plus sec Beaucoup plus sec

Infographie Le Monde, Xemartin Laborde et Benjamin Martinez Source : Haut Conseil pour le climat.

MANUEL D'AUTODÉFENSE INTELLECTUELLE HISTOIRE

Combattre les idées reçues

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
Également sur www.monde-diplomatique.fr/hs